

M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur. Je dis que, d'après ce que j'ai vu à la télévision, tous, les Indiens surtout, tant de l'auditoire que du plateau, s'amusaient bien. Je ne connais pas le nombre exact de ceux qu'on avait invités à divers titres. Je suis certain que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien nous fournira des réponses satisfaisantes à son retour. S'il y a lieu, le gouvernement instituera une enquête.

M. Broadbent: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre suppléant pourrait-il faire faire une enquête pour voir si le rôle des autochtones consiste principalement à distraire la population blanche? Même alors, les artistes ont dû rester dans un hall, assis sur le sol, entre deux salles de toilette. Est-ce ainsi que l'on procède pour les invitations et que l'on traite les autochtones en général? Si oui, le premier ministre suppléant assurera-t-il à la Chambre que le gouvernement fera démissionner le commissaire des Territoires du Nord-Ouest?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, au cours du voyage que j'ai fait dans le Nord, j'ai trouvé que le commissaire traitait tous les citoyens et tous les autochtones sur un pied d'égalité. S'il était toutefois jugé coupable de discrimination, nous prendrions les mesures qui s'imposent. Je ne puis pas accepter les paroles du député avant d'avoir fait une enquête. Je n'étais pas là. Le ministre sera bientôt de retour et il nous donnera une réponse à ce sujet.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE

LES TEXTILES—LE PRÉSUMÉ DÉMÉNAGEMENT D'USINES À L'ÉTRANGER

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Sait-il que les compagnies de produits textiles *Robin Brothers Clothiers Co. Ltd.* à Victoriaville ainsi que *Utex Corporation* sont à déménager une partie de leur machinerie et à installer de nouvelles usines en Roumanie et en Colombie, mettant ainsi en danger l'emploi à Victoriaville même dans le domaine du textile? Son ministère est-il au courant de cette situation extrêmement dramatique, et qu'est-ce que le ministère fait pour empêcher la perte d'emplois stables à Victoriaville dans le domaine du textile?

[Traduction]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant de cette situation. Je vais me renseigner immédiatement.

[Français]

LA POSSIBILITÉ DE TRANSFORMER L'AMIANTE AU QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Je voudrais demander à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce si son ministère a fait des études quelconques sur les possibilités de transformer l'amiante au Québec, et dans ce cas, le ministre pourrait-il faire part à la Chambre de ces études s'il y a lieu?

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je devrai me renseigner là-dessus aussi.

* * *

LES FINANCES

L'INTERVENTION DE LA BANQUE DU CANADA POUR LE SOUTIEN DU COURS DU DOLLAR—LES MESURES ENVISAGÉES POUR LA RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre suppléant des Finances. Est-ce que le premier ministre, dans sa déclaration du 19 avril, traduisait vraiment la politique du gouvernement en disant que:

... le dollar réagit aux forces du marché et que toute intervention... n'aurait pour but que de s'assurer que le flottement de la monnaie ne comporte aucune impureté?

Est-il également vrai que la récente intervention de la Banque du Canada pour soutenir le cours du dollar canadien a comporté la vente d'obligations, ce qui a eu pour effet de faire monter nos taux d'intérêts? Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement considère une telle hausse de nos taux d'intérêts comme une force acceptable du marché à l'heure actuelle pour la stabilisation du cours du change de notre dollar canadien par rapport au dollar américain?

L'hon. C. M. Drury (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur l'Orateur, comme l'a fait remarquer hier le premier ministre suppléant en réponse à une question, les taux d'intérêts croissants ne sont pas considérés favorablement, ni comme un symptôme positif ni comme une réaction positive à nos initiatives en général. Cette hausse démontre cependant les attrait exercés par la concurrence pour obtenir des capitaux dans le contexte d'une économie en expansion active.

M. Stevens: Comme le ministre a confirmé que les taux d'intérêts s'élèvent, nous dira-t-il maintenant si le gouvernement a des projets visant à soulager le fardeau des taux d'intérêts élevés imposés aux emprunteurs au Canada, en particulier à ceux qui ont à financer actuellement des fonds hypothécaires ou qui cherchent à en financer? Y a-t-il des projets visant à assurer que la méthode de financement du déficit du commerce extérieur ou les taux élevés d'intérêts au Canada ne reposeront pas sur les épaules des emprunteurs canadiens?

M. Drury: Monsieur l'Orateur, je ne sais pas exactement quels sont les intérêts que défend le député, s'il veut que l'on protège les emprunteurs ou les prêteurs. Je le répète, dans ce cas, la hausse du taux d'intérêt reflète une grande demande de capitaux—d'où une plus grande activité économique—qui excède l'offre. Il y a des moyens d'obtenir plus de capitaux: par l'importation ou l'augmentation de la masse monétaire, avec les répercussions inflationnistes nuisibles qui s'en suivent. Or, on peut obtenir des capitaux, comme l'opposition l'a souvent suggéré, par l'intermédiaire d'une forme de subsides du gouvernement. Nous croyons pour le moment qu'il n'est pas déraisonnable d'espérer un accommodement convenable en équilibrant toutes ces forces. C'est là une question que se pose en ce moment le ministre des Finances et nul doute qu'il aura des commentaires à faire au moment de la présentation du budget.